

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 06/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RTDH**

Chemin des Targaires - PORT PETROLIER DE FOS  
TOUR VIGIE  
13270 Fos-Sur-Mer

Références : JD/PLB-D-1568-2024

SPR/1427/2024

Code AIOT : 0006401006

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement RTDH implanté PORT PETROLIER DE FOS TOUR VIGIE 13270 Fos-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 29/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du récolement de la mise en demeure n°2023-178-MED du 04/09/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RTDH
- PORT PETROLIER DE FOS TOUR VIGIE 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT : 0006401006
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'exploitant réceptionne des déchets hydrocarbures. Il procède à diverses opérations en fonction de la nature et de la composition de ceux-ci (décantation, distillation, centrifugation) afin d'en extraire la part valorisable en combustibles. Il dispose de plusieurs bacs de stockage de différentes volumes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation est daté du 03/05/2016.

**Thème de l'inspection :**

- Air : Récolement de l'arrêté préfectoral n°2023-178-MED du 04/09/2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Oxydateur thermique	Dossier de Porter à Connaissance du 28/11/2022	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Oxydateur thermique	Dossier de Porter à Connaissance du 28/11/2022	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Unité de valorisation de déchets aqueux hydrocarburés	AP de Mise en Demeure du 04/09/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Oxydateur thermique	Dossier de Porter à Connaissance du 28/11/2022	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'oxydateur thermique (RTO) est en fonctionnement depuis fin juillet 2024. L'exploitant a procédé le 17/09/2024 à un contrôle par un organisme agréé des rejets gazeux en sortie de l'oxydateur. La concentration mesurée pour le paramètre COVT est conforme à la valeur limite d'émission réglementaire (inférieur à 30 mg/Nm<sup>3</sup>).

**Par conséquent, l'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 04/09/2023.**

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs suivants dans des délais courts qui sont précisés dans les points de contrôle ci-après :

- hauteur de cheminée du RTO
- débit du rideau d'eau.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Unité de valorisation de déchets aqueux hydrocarbonés**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/09/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société RTDH, dont le siège social est situé Chemin des Targaïres, Port Pétrolier de Fos-sur-Mer - 13270 Fos-sur-Mer, est mise en demeure, au 31 mai 2024, de respecter la valeur limite d'émission en COVT pour ses effluents gazeux définie à l'annexe 3.4 IX de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé : Paramètre : COVT Valeur limite : 30 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un oxydateur thermique (RTO) afin de respecter la valeur limite d'émission en COVT fixée à 30 mg/Nm <sup>3</sup> pour ses effluents gazeux.  Par courrier du 26/04/2024, l'exploitant avait sollicité une demande de report au 31/07/2024 pour la mise en place du RTO en raison de travaux supplémentaires à réaliser sur l'équipement, non prévus initialement. Par courriel du 30/07/2024, l'exploitant a informé l'Inspection de la mise en service le jour même.  <u>Documents transmis:</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport de mise en service BROFIND référencé 8790 IBT du 13/06/2024</li></ul> Le jour de la visite, l'Inspection a pu constater le bon fonctionnement du RTO.  L'exploitant a fait réaliser par un organisme agréé un prélèvement des effluents gazeux en sortie du RTO en date du 16/09/2024. La concentration moyenne en COVT mesurée est 16,31 mg/Nm <sup>3</sup> .  <u>Document transmis:</u> Rapport de mesure SOCOTEC référencé 2409EL7P1000008 du 17/09/2024.  <b>L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 04/09/2023 susvisée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 2 : Oxydateur thermique**

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier de Porter à Connaissance du 28/11/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Hauteur (en m) : 12 Diamètre (en m) : 0,48 Débit nominal (en Nm <sup>3</sup> /h) : 7 200 Vitesse mini d'éjection (en m/s) : > 8
<b>Constats :</b>  Dans le dossier technique constructeur consulté le jour de la visite, il est fait mention d'une hauteur de cheminée différente de celle indiquée dans le dossier de porter à connaissance et pour laquelle une demande de dérogation partielle de la hauteur de rejet a été accordée (12 m au lieu des 17,5 m réglementaires calculés selon la règle de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).  Par courriel du 08/10/2024, l'exploitant a indiqué être en attente d'un retour du fournisseur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre le justificatif de la hauteur de cheminée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Oxydateur thermique**

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier de Porter à Connaissance du 28/11/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation de l'unité d'oxydation thermique est sous la responsabilité du Responsable d'exploitation du site. L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel. En particulier, le personnel RTDH affecté à l'exploitation de l'oxydateur thermique bénéficie d'une formation spécifique quant à son utilisation.

**Constats :**

Une formation du personnel susceptible d'intervenir sur l'oxydateur thermique a été dispensée par le fournisseur de l'équipement lors de sa mise en service.

Au total, 6 opérateurs ont été formés. Les thèmes suivants ont été abordés :

- Fonctionnement RTO,
- Basculement des vannes fumée,
- Entretien,
- Navigation système de supervision.

Document transmis:

Compte-rendu de causerie daté du 31/07/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Oxydateur thermique**

**Référence réglementaire :** Dossier de Porter à Connaissance du 28/11/2022

**Thème(s) :** Risques accidentels, Équipements d'intervention

**Prescription contrôlée :**

Équipement à refroidir : unité RTO

Moyens fixes RTDH : Rideau d'eau Nord/Sud/Est/Ouest, longueur 31 m

Débit 10 m<sup>3</sup>/h (167 L/min)

**Constats :**

Le rideau d'eau destiné à refroidir l'unité RTO en cas de sinistre est en place.  
Ce dernier a été testé mais l'exploitant n'a pas su justifier le débit minimal.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier le débit minimal du rideau d'eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois